

PREFECTURE DE LA SAVOIE

ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
SOCIETE ALCAN ARC

USINE DE LA BÂTHIE – LIEU-DIT ARBINE
73540 La BÂTHIE

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la légion d'honneur,

- vu le code de l'environnement ;
- vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment l'article 18 ;
- vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 portant prescriptions complémentaires à la société PEM AR, pour son usine de La Bâthie, lieudit Arbine ;
- vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2000 prescrivant à la société PEM AR, pour son usine de La Bâthie, lieudit Arbine, une mise à jour de l'évaluation de l'impact sanitaire des rejets atmosphériques ;
- vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 susvisé ;
- vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 prescrivant à la société PEM AR, pour son usine de La Bâthie, lieudit Arbine, la réalisation, par un organisme tiers, de l'analyse critique de la mise à jour de l'étude impact sanitaire prescrite par l'arrêté du 7 juillet 2000 susvisé ;
- considérant les conclusions de
 - l'évaluation de l'impact sanitaire des rejets atmosphériques de l'usine, réalisée par le LECES pour le compte de la société PEMAR, objet des rapports référencés
 - RC/L 7178 de septembre 2001,
 - RC/L 9537b de juillet 2005,
 - l'expertise de la dite évaluation réalisée par l'Inéris en 2001 et 2005,
 - l'analyse de la conformité des installations du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles, objet du rapport du LECES référencé RC/L 10953 de juillet 2005,
 - le bilan décennal de fonctionnement de l'installation, objet du rapport du LECES référencé RC/L 11390 de décembre 2005 ;
- considérant les conclusions du rapport de l'inspecteur des installations classées du 17 novembre 2006, référencé GS73-S6-006-127, faisant état
 - de la possibilité d'un impact sanitaire des rejets atmosphériques de l'usine nécessitant une poursuite du programme de surveillance,
 - de la nécessité d'approfondir les connaissances sur l'impact environnemental de ces mêmes rejets,
 - de la nécessité de poursuivre les efforts visant à mettre en œuvre sur le site les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions ;
- vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 9 janvier 2007 ;

sur proposition de madame le secrétaire générale de la préfecture de Savoie,

ARRÊTE

Article 1

La société ALCAN ARC, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son usine située au lieudit Arbine de la commune de La Bâthie, de respecter les dispositions du présent arrêté, relatives à la prévention de l'impact environnemental et sanitaire de ses émissions atmosphériques.

Article 2 – Programme de surveillance

L'exploitant met en place le programme surveillance dans l'environnement et à l'émission suivant :

Programme de surveillance dans l'environnement	Périodicité	Détail
Teneur en fluor dans les végétaux	annuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation, en fin de chaque période estivale, sur les <u>sept sites</u> définis par le LECES, dans son rapport de juillet 2005 susconsidéré, d'une campagne de prélèvements de végétaux susceptibles d'être consommés, afin de déterminer leur teneur en fluor. - Il sera fait appel pour cela à un intervenant dont la compétence est reconnue pour ce type de prestation. - Une distinction sera faite entre les légumes racines et les légumes à feuilles et entre les légumes lavés et les légumes non-lavés. Il sera fait mention de tout apport d'engrais éventuel.
Retombées de poussières	mensuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Installation de trois jauges OWEN, sur les points, a priori, les plus impactés, au nord et au sud de l'usine, et sur un emplacement de référence en dehors de l'influence de l'usine. - Les teneurs en particules, en métaux toxiques et en fluor seront déterminées.

Programme de surveillance à l'émission	Périodicité	Détail
Emissions de fluor et de poussières de l'usine	annuelle	Réalisation d'une campagne de mesures des émissions canalisées sur les trois fours, les broyeurs et l'atelier "pilote" et, d'évaluation des émissions diffuses de l'usine, en poussières et fluor particulaire et gazeux (concentration et flux).
	continu	<p>L'exploitant proposera à l'inspecteur des installations classées, <u>au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté</u>, un programme de surveillance continue</p> <ul style="list-style-type: none"> - des rejets canalisés de poussières ou - du bon fonctionnement des appareillages de dépoussiérage.

Un cahier des charges de ce programme de surveillance sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un premier rapport relatif à ce programme de surveillance sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard à la fin du mois d'octobre 2007.

Article 4 – Meilleures techniques disponibles

L'exploitant transmettra, au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, à monsieur le préfet de la Savoie, une tierce expertise, par un organisme compétent, du bilan de fonctionnement décennal de l'usine, objet du rapport du LECES susconsidéré.

En particulier, sera évaluée la pertinence des conclusions relatives aux possibilités de captation des émissions au niveau des lanterneaux et de l'atelier de refroidissement des lingotières.

Article 5 – Mise à jour annuelle de l'étude de l'impact sanitaire et environnemental

Annuellement, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse reprenant l'ensemble des données collectées, assorti de commentaires sur leur évolution. Il se prononcera sur les niveaux d'impacts constatés.

Article 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est :

- affichée de façon visible, en permanence, dans l'établissement par les soins de l'exploitant,
- déposée en mairie de la commune La Bâthie et tenue à la disposition du public,
- est affichée pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 8

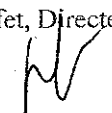
Les droits des tiers sont, et demeurent, exclusivement réservés.

Article 9

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée au maire de La Bâthie.

**Chambéry, le
Le Préfet**

Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Marie-Blanche BERNARD

26 JUIL. 2007